



« Il y a une rage qui va beaucoup plus loin que nos indignations polies »

Il y en a qui hurlent avec les loups. Pas Alain Lallemand. Dans son dernier roman, *Et dans la jungle, Dieu dansait*, le grand reporter du *Soir* explore le destin d'un jeune Wallon révolté, Théo, qui gagne le maquis de la guérilla colombienne. Derrière lui, la révolte d'une génération montante qui pourrait se nourrir de la tentation des armes ?

Entretien: **Pierre Jassogne**

Le Vif/L'Express : Dans votre livre (1), vous nous prévenez : et si le terrorisme djihadiste nous aveuglait, au point de nous empêcher de lire les signes d'une révolte plus ample, d'un probable basculement de nos sociétés dans la violence, avec, entre autres, le retour à l'action directe, façon CCC ? Votre réponse est : oui ?

↳ **Alain Lallemand :** J'ai cru ces dernières années que la chose importante à raconter, c'était la montée des guerres dans le monde, et puis dans nos sociétés. C'est mon quatrième bouquin, c'est le quatrième qui évoque ces montées. Je pense que je suis arrivé au bout de l'histoire avec les attentats de Paris parce que, depuis, je n'ai plus envie de parler de la montée des guerres, mais de ce que nous allons faire ou pas, en termes de solidarité dans un monde en guerre.



FRUSTRATION La jeunesse d'aujourd'hui ne peut plus s'identifier à ce qu'offre la société.

NACHODICE/REUTERS

Ce qui me frappe, en ayant eu des contacts avec les guérillas, des contacts avec les talibans, c'est que, quelque part, je me retrouve chez eux. Je peux comprendre ce qui les a poussé à prendre les armes. Cette frustration par rapport au futur qu'on leur impose... C'est là le problème, et il est d'autant plus patent lorsque, dans chaque habitation, il y a un téléviseur, quand vous vous rendez compte de la manière dont vous êtes condamné, quoi que vous fassiez, à avoir un futur misérable. Or, ce n'est pas simplement un phénomène *stricto sensu* musulman, avec, chez nous, les métastases que sont les *foreign fighters*... Non, le problème, c'est qu'on est dans une situation, bien au-delà de l'islam, où la jeunesse ne peut pas s'identifier à ce qu'offre la société. On ne peut pas dire à un jeune d'étudier de 5 à 26 ans pour lui dire après qu'il est bon pour dix ans de chômage...

C'est tout l'enjeu de votre personnage, Théo.

↳ C'est un jeune Wallon qui reflète toute cette frustration, qui a essayé des choses en Belgique. Il a été généreux, mais finalement, il trouve le monde qui nous entoure puant, et il part placer des bombes en Colombie, en allant même plus loin que les bombes, bien que la violence est toujours une déception. Ce jeune, ce n'est pas une astuce de romancier, c'est une inspiration réelle : en juin 2012, on a retrouvé six bombes artisanales sur le site de la construction de la prison de Marche. C'est à mes yeux le déclencheur.

La prison est le point de bascule vers ce retour à la violence ?

↳ Oui. En Belgique, on trouve sur le Web, en toutes lettres, un collectif comme La Cavale qui demande des actions contre les prisons, contre la Régie des bâtiments, donne des listes de directeurs de la Régie et en appelle à ce qu'il



ALAIN LALLEMAND

PC

y ait des actions contre leurs intérêts et contre leur personne. A mes yeux, il y a là un phénomène à ne pas sous-estimer, qui cherche à casser le moule dans lequel nous vivons. Je pense que le mouvement de fond, c'est une rage qui va beaucoup plus loin que nos indignations polies.

Le mouvement de fond violent ne peut-il venir de cette mouvance radicale, anarchiste ?

↳ Je crois à des coups de force de la part de la gauche radicale, mais en plus de la mouvance anarchiste, du genre antiprison – et qui est, selon moi, un signal précurseur de ce qui pourrait se passer –, il y a des mouvances profascistes, antimusulmanes, qui ont pris naissance en Allemagne et qui viennent de débarquer en Belgique. Les services de renseignement belges sont mieux informés sur la montée de l'extrême droite, de ce fascisme antimusulman, que sur les mouvements radicaux musulmans. Aujourd'hui, l'important, ce n'est plus de traquer le terrorisme islamiste mais de pister le retour global du radicalisme et de ses filières logistiques, et puis, de se poser la bonne question, non pas comment est-ce qu'on tue ce retour au radicalisme, mais pourquoi est-il né, en allant aux racines. C'est donc, selon moi, le moment d'aller à la rencontre de ces jeunes qui sont sur le point de basculer dans l'action violente et qui feront peut-être demain l'actualité parce qu'ils auront été poser des bombes. ●●●

●●● **En commettant des scènes de guérilla en Belgique ?**

↳ L'histoire nous montre que oui. On a connu, fin des années 1990, des plasticages dans notre pays, notamment de McDonalds. Pourquoi n'aurait-on pas le plasticage d'un palais de justice au nom de la justice sociale ? Un plasticage de la Banque nationale au nom de ce que représente le pouvoir de l'argent. Même si les services de sécurité se taisent, on a déjà pour l'instant des jets de cocktails Molotov, des attentats contre du matériel militaire... Et ça n'a rien à voir avec l'islamisme. C'est une posture contre l'autorité de l'Etat, d'autant plus que les militaires sont en rue. Je pense qu'il y a quelque chose qui est en cours. Est-ce que les militaires sont inquiets de cela : oui ! Tout comme la Sûreté de l'Etat ou l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace.

JACKY NAEGELEN/REUTERS



LA VIOLENCE, une « posture contre l'autorité ». Xavier Broseta, DRH d'Air France, en a fait les frais en octobre 2015.

Face à ces futurs poseurs de bombes, quelle peut être la réponse de l'Etat ?

↳ On la voit chaque jour à Bruxelles avec ces militaires en rue. La Belgique s'enferme dans une logique dérisoire et déplacée parce qu'on sait tous que la solution n'est pas d'avoir des militaires en rue, mais d'intégrer la jeune génération, musulmane et pas seulement, tous les 25-35 ans. Personne ne se sacrifie au détriment de cette génération qu'on sous-utilise, qu'on abuse. Il me semble qu'il y a un pacte à retrouver. Les clés sont là... Malgré cela, l'Etat

répond d'une façon répressive, anachronique même. Avoir des militaires en rue... Ce n'est pas efficace, ni pertinent, c'est juste une réaction déplacée, une réaction de peur. Je serais un personnage comme Théo, issu de cette mouvance anarchiste : au lieu de policiers à dézinguer, l'Etat lui offre des militaires, à savoir des cibles de guerre. Bref, on est parvenu à imposer la guerre dans un pays qui était en paix.

Vous êtes inquiet pour cette jeunesse ?

↳ Non, pas du tout. Je préfère cent fois quelqu'un de révolté à un jeune apathique. Une jeunesse comme celle de Théo qui va faire le coup de poing pour les migrants, contre les prisons, qui va casser, taper du flic, excusez-moi, mais à 25 ans, ça me semble plutôt sympathique. Pour moi, un type comme ça a un certain courage. Quand je vois des jeunes qui rejoignent des formations politiques radicales, et pas seulement le PTB, le dialogue s'avère très intéressant.

« ON N'EST PAS DANS LA RÉSURGENCE DE L'ACTION DIRECTE »

Jean-Yves Camus, politologue et spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe

« On a vu en France, en Grande-Bretagne, au Canada, des patrouilles de militaires être attaquées. En France comme en Belgique, on demande aux militaires de se rendre au bureau en civil pour éviter ce genre de choses. Les sabotages ? Ça reste des incidents beaucoup moins violents que dans les années 1970-1980. Généralement, ce sont des heurts très circonscrits, impliquant peu de personnes. On n'est pas du tout dans une résurgence de l'action directe avec des phénomènes de déstabilisation tels qu'on les a connus il y a trente ans. Tous ces mouvements ont été démantelés et il n'existe pas de nouvelles générations enclines à passer à la lutte armée. Quant au terrorisme d'extrême droite, il existe depuis longtemps mais surtout dans des pays comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne où, tous les ans, les services de renseignement déjouent une série d'attentats qui n'ont ni la sophistication, ni l'appareil logistique des attentats islamistes, quoiqu'étant de potentiels attentats meurtriers. » ● P. J.



HERNANCE TRIAY/BELGA IMAGE

A propos de l'Europe, vous écrivez que c'est une terre pourrie de paix...

↳ Oui, je le pense. En zone de guerre, j'ai retrouvé des solidarités que j'aimerais revoir chez nous. Je ne dis pas qu'il faut passer par la violence pour renouer avec ces solidarités mais je m'interroge vraiment : par quelles autres voies pourrait-on retourner à cela ? Je pense que dans les manifestations d'indignés, on retrouve quelque chose qui pourrait s'apparenter

à cette solidarité, quoique fragile. J'ai été heureux d'expérimenter la guerre par ma profession que ce soit en Colombie, en Afghanistan, en Somalie, mais c'est ce qui m'a donné le goût de la vie ici en Belgique, en Europe, et j'en connais le prix. Pour moi, cette vie, elle m'est très chère, et ce ne sont pas des attentats à gauche, à droite, qui vont me faire changer d'avis. En zone de conflit, la guerre ne se passe à tout moment partout, il va falloir s'habituer à vivre dans un environnement européen moins sécurisé, mais c'est un effet de loupe puisque ces 50 dernières années, on a assisté à une collection de plasticages et d'attentats. ● P. J.

(1) **Et dans la jungle, Dieu dansait,** par Alain Lallemand, éd. Luce Wilquin, 244 p. Sortie le 22 janvier.



[Extraits]

« Je voudrais apprendre à combattre »

- Ils m'appellent *El Negro*, et je suppose que vous savez déjà pourquoi. En toute simplicité, je vous autorise à m'appeler « commandant », dit-il en se moquant de sa propre image... Commandant Joaquín Gomez, ¿sí? Et moi, comment dois-je vous appeler ? - Théo Toussaint. J'ai vingt-six ans, bientôt vingt-sept. Je suis belge.

Il lui tendit son passeport bordeaux, portant l'écu armorié des ducs de Brabant.

- L'un des passeports les plus convoités au monde, dit-on, presque aussi bon qu'un passeport suisse ou finlandais. Il vous ouvre toutes

les portes, vous donne accès à presque tous les pays... Alors, pourquoi vouloir combattre à nos côtés ? En Belgique, le fait de prendre les armes dans une armée ennemie - une armée « terroriste », comme disent les *gringos* - risque de vous coûter très cher, non ?

- Parce que je pense que nous partageons les mêmes idées, commandant. La lutte contre les injustices. Les inégalités. La lutte contre les grands propriétaires, les exactions des multinationales. Chiquita et le financement des paramilitaires... De ce point de vue, votre combat est un peu le mien.

- Mais vous êtes en paix, en Europe. Pourris de paix, même. Non ? Depuis quand la population belge n'a-t-elle plus pris les armes ? Je ne vous parle pas des militaires de carrière, je vous parle des civils. Ceux qui, comme nous, se sont levés pour défendre leur ferme, leur village.

Les derniers à s'en souvenir doivent être morts à l'heure actuelle, non ? C'est cela que j'appelle « pourris de paix ». Vous ne savez même plus ce que cette paix a coûté. [...]

- L'Europe change, commandant. De plus en plus injuste, de plus en plus brutale. Comme vous l'avez dit, nous ne savons plus combattre... Je voudrais apprendre. [...]

- Et vous battre, Théo ? Prendre les armes avec nous ? Tuer, vous le feriez ? Est-ce que vous savez seulement ce que cela veut dire ? - Je pourrais porter une arme, au moins pour me protéger. Vous m'apprendriez à combattre, non ?

Théo avait lâché ces mots sans trop les soupeser et, comme une meute de chiens de guerre, ils traçaient leur chemin seuls, déjà loin de leur maître. Il s'en rendit compte et chercha dans les yeux d'Angela un appui, un encouragement. Une excuse. C'était une fuite en avant, peut-être une transgression, mais tout se brouillait dans son esprit. Depuis Napoléon, chaque génération avait pris les armes, non ? Les attentats anarchistes, la bataille de la Somme, les brigades internationales de Barcelone, la France libre et la Résistance intérieure. Il n'y avait guère que le Mai 68 des grands-parents qui ait rejeté les armes. Et ainsi désarmés, qu'avaient-ils obtenu ?

La guérilla, la sœur clarisse et le mollah

En parlant aux assaillants, même à mi-voix, la religieuse semblait accompagner chacun de ses mots d'un torrent de vie sauvage que contredisait la rigueur de l'habit. Ce n'étaient là ni les mots, ni les inflexions d'un visage paisible. En quelques phrases ajustées, elle détaillait aux combattants la position des paramilitaires, l'emplacement des armes lourdes, pointait du doigt dans la nuit les maisons civiles, l'école, les entrepôts de carburant qu'il fallait épargner. [...]

- Tu as compris, Théo ?

La remarque d'Eduardo dissipa le sortilège. Théo se raidit, mais sa distraction n'avait pas empêché un courant de pensée inconsciente d'enregistrer les indications tactiques livrées par Alba. Son entraînement l'avait mieux préparé qu'il ne l'aurait cru. Le déroulement de l'action n'aurait pour lui d'autre secret que ce mystère intime qui poussait tant de générations d'hommes vers la guerre, celui de savoir de quelle glaise ils étaient constitués et comment ils réagiraient au sifflement des balles, au danger absolu. Tout le reste n'était que décor, qu'il soit dressé par une sœur clarisse ou un mollah. ●

Les intertitres sont de la rédaction.

« IL VA FORCÉMENT Y AVOIR UN RETOUR À LA VIOLENCE »

Gérard Chaliand, spécialiste du terrorisme et des guérillas

« *Il va forcément y avoir un retour de la violence dans la mesure où les tensions vont être plus vives : on peut parfaitement imaginer, demain, à propos d'un incident imprévisible faisant deux ou trois morts. On ne sait pas qui aura tiré le premier, mais cela provoquera des émeutes qui peuvent se répandre d'un lieu à un autre, radicalisant la situation. Il y aura des émeutes dans les prochaines années. La peur va dominer ; les déchirements communautaires vont s'accroître au quotidien - à partir d'un incident, avec quelques morts qui seront instrumentalisés par ceux qui souhaitent activement creuser un fossé social et religieux.* » Aussi, s'il doit se passer quelque chose, ce sera en réponse, selon Gérard Chaliand, à une crise menée par les prodjihadistes qui ont intérêt à pousser l'ultra-droite à casser du musulman indistinctement. « *C'est aussi simple que cela, c'est ce qu'on appelle une stratégie de la tension. C'est cela qui nous pend au nez, beaucoup plus que tout le reste.* » ● P. J.



BALTEL/SOPIX

Vers le réveil de la Force

L'hypothèse que le pays bascule dans une violence débridée oscille entre les niveaux 2 et 3 d'alerte. Entre le peu vraisemblable et le pas inenvisageable. Voici pourquoi.

Par **Pierre Havaux**

Aux armes, citoyens ! On se calme. Personne n'invite encore à prendre au mot l'exhortation belliqueuse de l'hymne national français. Aucun appel vibrant à former des bataillons pour sauver une patrie en danger ou au contraire renverser un ordre établi aux abois. Gare. Le ton monte, la colère enfle, l'exaspération est palpable. Les équipées sanglantes des « fous de Dieu » échauffent les esprits. L'islamophobie ambiante monte dans les tours, y compris chez nous. Elle se montre de plus en plus violente. En paroles, déversées sur la Toile comme autant d'appels à la haine, voire au meurtre. En actes, avec ces agressions dans la rue et ces menaces de mort qui se multiplieraient à l'encontre de musulmans.

Etat d'urgence. Un vent mauvais souffle sur les démocraties européennes apeurées. Les citoyens suisses s'arment de plus en plus. Des patrouilles d'autodéfense d'extrême droite contre « les intrus islamiques » émergent en Finlande.

« Le pouvoir invite le chômeur désespéré à tendre l'autre joue »

En France, la poussée électorale historique du Front national aux dernières élections fait dire à certains que le spectre d'une guerre civile n'est plus à écarter. Les incidents à relents racistes qui ont secoué des quartiers populaires à forte présence étrangère en Corse, n'annoncent rien de bon. « Que les demandeurs d'asile s'en aillent » : Cologne, sous le choc d'une vague d'agressions sexuelles lors de la nuit du réveillon du Nouvel An, tient ses coupables avant même que l'enquête ne les ait identifiés.

Au comptoir ou au repas du soir, on prend les paris : « Ça finira bien par péter ». Mais d'où jaillira l'étincelle ?

Dans la foulée de la folie meurtrière de Paris, l'économiste Bruno Colmant confiait sur son blog sa crainte du lendemain : « Nos sociétés sont en guerre. En guerre avec elles-mêmes. Car, ne nous faisons aucune illusion : croire qu'une guerre menée à l'étranger contre ses propres ressortissants partis se battre serait une guerre « étrangère » est une erreur de jugement. C'est une guerre civile. Et ces guerres sont les pires : elles sont indiscernables. »

La déflagration pourrait tout aussi bien être sociale. Jusqu'à quand une jeunesse sacrifiée, asservie à la colossale dette accumulée par les générations passées, restera-t-elle l'arme au pied ? Là encore, Bruno Colmant n'ose jurer de rien lorsqu'il écrit : « Déjà qualifiée de "perdue", la jeunesse n'acceptera pas une économie de catacombes ou un avenir en pointillés. Les générations futures n'accepteront plus que le pays soit dirigé avec les mêmes réflexes politiques que ceux qui ont prévalu au cours des décennies passées. »

« Une violence est permise : elle est confisquée par le pouvoir »

La France, pas plus que la Belgique, ne s'installe dans la violence. Elle est déjà omniprésente : elle est économique, sociale, financière, médiatique, morale. La société s'habitue



aux masques qu'elle emprunte, se résigne aux ravages qu'elle exerce. Si c'est pour la combattre ou lui résister, c'est avec les moyens du bord : ceux qu'admet et qu'autorise le régime politique en place, fort d'une légitimité démocratique tirée du consentement du plus grand nombre.

« Il existe une violence permise, légitime : elle est confisquée par le pouvoir qui en détient le monopole », rappelle Anne Morelli (ULB), spécialiste des minorités et des mouvements contestataires. L'historienne appelle le poète allemand Bertolt Brecht à la rescousse : « On parle toujours de la violence du fleuve, jamais de celle des berges qui l'enserrent. »

C'est le pouvoir qui fixe les règles du jeu. De la carotte au bâton, les autorités disposent d'une panoplie de canaux pour recommander de manière impérieuse la voie de la pacification. Et « inviter le chômeur désespéré à tendre l'autre joue », complète Anne Morelli : « Les possédants ont à leur disposition l'armée, la police, les lois et les médias pour imposer la seule violence tolérée, celle du dominant. » Inutile bien souvent de sortir l'artillerie lourde pour désamorcer une envie de tout casser : « L'agressivité née des

frustrations sociales est canalisée vers des formes inoffensives pour le pouvoir : les sports, les jeux vidéo où la violence est virtuelle. Tout est conçu pour enfermer dans la résignation les jeunes, qui se retrouvent bloqués entre leur PC et leur gsm. Le bon vieux système fait toujours ses preuves : *Panem et circenses*, du pain et des jeux. »

S'opposer, s'indigner, revendiquer, ne soulève aucune objection. Pourvu que le coup de gueule s'exprime dans l'ordre et avec dignité, ne prenne personne en otage, ne fasse aucun mal ni dégâts. « Les gens sont poussés vers des formes de contestation irénique portées par des discours du genre : "Un monde meilleur est possible". Allez convaincre de cette manière un million de milliardaires... », prolonge l'historienne.

« Ici, ce n'est jamais la rue qui décide »

Contestation formatée en mode « Bisounours » : le retour sur investissement n'est pas forcément garanti. La manif à l'itinéraire soigneusement balisé ne fait plus guère impression. L'arme séculaire de la grève s'évapore, victime d'une réprobation de plus en plus généralisée. A trop être diabolisée, elle pourrait passer le témoin à des actions nettement moins contrôlées (*lire page 52*).

Miracle. La société s'interdit de franchir la ligne rouge, de transgresser le divin commandement : « Tu ne tueras point », quel que soit le tort qui t'est infligé, l'injustice qui t'est faite ou la cause que tu défends.

La consigne à la vie dure sous nos latitudes : « Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la Belgique n'a connu aucun trouble social important : c'est un petit pays bien paisible, géré par de bons pères de famille bourgeois qui pratiquent davantage la philanthropie que le massacre », observe Marie-Sylvie Dupont-Bouchat (UCL), spécialiste de la Belgique criminelle. « La violence du pouvoir et des institutions, la violence de la peine de mort ou celle de la prison sont rarement dénoncées. La violence de l'exploitation de l'homme par l'homme encore moins, sauf, bien tardivement, quand il s'agit des enfants. »

« Dans notre pays, ce n'est jamais la rue qui décide », se félicitait face caméra le Premier ministre Jean-Luc Dehaene (CVP), confronté en 1993 à une grève générale. JLD aurait-il loupé quelques étapes ? Anne Morelli le craint fort, en appelant l'histoire à la barre : « Oui, la "rébellion" ou la peur qu'elle suscite peut changer le cours des choses. » Et en bien : « Limiter les heures de travail, arracher la reconnaissance du droit de grève, conquérir une protection contre la maladie, le chômage, la vieillesse : la conquête de ces acquis sociaux n'a généralement pas fait l'économie d'une violence. » Les puissants ont l'habitude d'opposer de la résistance... « L'autorité n'abandonne pas volontiers son pouvoir et ses privilèges, il est donc impossible de déposséder « gentiment » ceux qui s'accrochent à leurs prérogatives. La violence, réelle ou brandie comme menace, est inévitable pour rompre avec une situation de soumission ».

Il y a de ces peurs, en particulier du rouge, qui seraient donc bonne conseillère. L'historienne rafraîchit les ●●●



VIRGINIA MAYO/ISOPIX

OMNIPRÉSENTE « La violence, réelle ou brandie comme menace, est inévitable pour rompre avec une situation de soumission », estime Anne Morelli.

●●● **mémoires** : « Le suffrage universel est accordé au lendemain de la Grande Guerre, sous la crainte de la Révolution russe de 1917. A la Libération, en 1944, la peur du communisme et de la menace soviétique pousse le pouvoir à couper l'herbe sous le pied de la contestation en jetant les bases de notre sécurité sociale. Les congés payés ont été obtenus en 1936 sous la pression de la grève et la peur d'une contagion du front populaire en France et en Espagne. »

Que dire alors de ces ruptures brutales qui ont changé la face du monde : « Les révolutions ne sont pas que des folies criminelles. Les pulsions destructives et créatrices vont de pair. La Déclaration des droits de l'homme, que l'on érige aujourd'hui en texte sacré, aurait-elle pu voir le jour hors du contexte qui a aussi vu tomber la tête de Louis Capet sous le couperet de la guillotine ? La monarchie parlementaire anglaise ? Quel splendide modèle ! Mais il a fallu pour cela couper la tête d'un roi, Charles I^{er}. La violence peut être un moteur de changement, et pour cette raison elle doit à mon sens être réhabilitée. »



INSURRECTION La grande grève de décembre 1960 à janvier 1961, l'une des flambées de violence politique et sociale qui a secoué le pays.



WORLD HISTORY ARCHIVE/BELGAINAGE

LÉON TROTSKI On prête à l'instigateur de la révolution bolchévique de 1917 de trouver les Belges fondamentalement apathiques.

L'apathie belge

Les Belges eux-mêmes sont bien placés pour savoir que monter aux barricades peut emporter une décision : c'est de haute lutte qu'ils ont conquis leur indépendance en 1830, avec les prolétaires et les sans-grade pour aller au casse-pipe. La Belgique n'est jamais que le produit d'une insurrection armée et légalisée par la suite.

Le Belge n'a guère persévéré dans la voie révolutionnaire. Il n'est jamais venu à l'esprit de ses premiers dirigeants d'ériger l'insurrection en un droit constitutionnel. « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs », proclamait l'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme adoptée par les révolutionnaires français en 1793. Saint-Just était passé par là : « Un peuple n'a qu'un ennemi

dangereux, c'est son gouvernement ; le vôtre vous a fait constamment la guerre avec impunité. »

La levée en masse, le sang versé sur le pavé : très peu pour le peuple belge. On prête à cet autre éminent révolutionnaire, Léon Trotski, d'avoir trouvé ces Belges fondamentalement apathiques, « l'archétype d'un peuple totalementement commercialisé, d'un peuple digne, industriel, stable certes, mais d'un peuple qui a renoncé à toutes les visions, à tous les rêves, à tous les idéaux nationaux ; d'un peuple dont l'ambition presque universelle est devenue la richesse et le confort individuels ».

Il lui est certes arrivé de céder à des poussées incontrôlables et souvent meurtrières de violences politique et sociale. Une vague de grèves ouvrières insurrectionnelles embrase la Wallonie en 1886. Une grève générale terrifie la bourgeoisie en 1893. La Question royale mène le pays au bord de la guerre civile après la Libération. La Grande Grève de 1960 le plonge dans le chaos. « L'affaire Dutroux » le met sens dessus dessous en 1996, jusqu'à faire craindre une crise de régime sous l'effet de la colère populaire. C'est la dernière éruption citoyenne d'envergure à ce jour. Secoué, le système a laissé passer les orages et promis de s'amender. « Le pouvoir a l'intelligence de lâcher du lest au bon moment », decode Manuel Abramowicz, coordinateur de RésistanceS.be et spécialiste de l'extrémisme. ●●●

FRÉDÉRIC PAUWELS/HUMA



ANNE MORELLI (ULB), spécialiste des minorités et des mouvements contestataires.

OLIVIER VIN/BELGAINAGE



MANUEL ABRAMOWICZ, coordinateur de RésistanceS.be et spécialiste de l'extrémisme.

●●● L'Etat a toujours pu compter sur des alliés de poids : les syndicats, ces amortisseurs de la contestation sociale, gestionnaires clés du mécontentement populaire, qui font de la concertation leur core business. L'insurrection ? Le monde socialiste n'a jamais poussé à la consommation : évolution oui, révolution non. « Chez de nombreux leaders et militants du mouvement ouvrier, on remarque une sorte de "vocation" à civiliser les ouvriers et à contenir toute disposition à la violence physique », note Gita Deneckere, historienne à l'Université de Gand.

Pas d'insurrection à l'agenda numérique

Finalement, les anarchistes se sont toujours sentis bien seuls à prôner la violence révolutionnaire pour renverser l'ordre établi, et au passage « exterminer » la bourgeoisie. La tendance lourde reste invariable : « Il existe tout au plus un courant ultraminoritaire de la gauche radicale, qui traite les syndicats de flics du patronat et qui se présente comme une avant-garde autoproclamée de la majorité silencieuse », reprend Manuel Abramowicz. Des groupuscules peut-être sans cap ni boussole, mais pas sans volonté de passer à l'acte. Chaude, la nuit du 29 au 30 novembre dernier, secouée par deux actes de sabotage : quatre boîtiers électroniques sont incendiés sur la ligne à grande vitesse Bruxelles-Lille, une tentative de mettre le feu à des véhicules militaires signalée à la caserne des forces spéciales à Heverlee.

« Toute violence débridée ne serait de toute façon qu'éphémère et marginale. La violence n'est jamais qu'un moyen,



RÉVOLTE Un tract signé des « Ingouvernables » et publié au lendemain de la manifestation nationale du 6 novembre 2014 fait l'apologie de l'insurrection contre « tous les chefs ».

pas un but », reprend Manuel Abramowicz. Elle pourrait emprunter des canaux plus « branchés ». Imposer l'insurrection à l'agenda numérique. L'Etat du XXI^e siècle bâtit sa puissance et son autorité sur un vaste réseau de banques de données électroniques. Chômeurs, bénéficiaires du CPAS, allocataires sociaux en tous genres : tous sont fichés ou « fliqués » selon les points de vue, par la Banque-Carrefour de la sécurité sociale. Y semer le chaos par un sabotage d'envergure pourrait être à la portée de pirates informatiques. Mais pas de soulèvement 2.0 en vue. « Les organisations radicales, rappelle Abramowicz, utilisent leur incontestable expertise en nouvelles technologies pour se protéger de la surveillance policière ou pour des motifs de propagande, non à des fins offensives. »

Un « Grand Soir » n'est donc pas prévu pour demain. Mais il ne s'annoncera pas. ● P. Hx

Rebelles et subversifs de nos régions. Des Gaulois jusqu'à nos jours, sous la direction d'Anne Morelli, éd. Couleur livres, 2011.

Un pays si tranquille. La violence en Belgique au XIX^e siècle, édité par Ginette Kurgan-van Hentenryk, éd. ULB, 1999.

Crises économiques et endettement public, par Bruno Colmant, Académie royale de Belgique, 2014.

HORS LA GRÈVE, DES PLANS B PLUS VIOLENTS...

A trop diaboliser les syndicats, la droite, qui flatte une opinion remontée contre les arrêts de travail, joue avec le feu.

Grève à la grève. La valeur sûre de la lutte sociale a du plomb dans l'aile. Gagne en impopularité. Les médias participent au dénigrement ambiant. Multiplient micro et stylo-trottoirs auprès de navetteurs évidemment ulcérés, qui clament leur ras-le-bol d'être ainsi « pris en otage ». La galaxie syndicale est instamment priée par un gouvernement fédéral sous influence droitière de revoir ses fondamentaux. Dans un sens contestataire moins rugueux et

parfaitement inoffensif. Poussés dans leurs retranchements, les appareils syndicaux pourraient ne plus pouvoir répondre de rien. « Miner la puissance d'un outil aussi essentiel que le syndicat pour canaliser le mécontentement social, c'est jouer avec le feu », avertit Jean Faniel, directeur général du Crisp et spécialiste de la contestation sociale.

Après l'usager, le patron « pris en otage » ?

Certains militants, pas des « ultras », pourraient se lasser d'actions d'opérette sans lendemains. Quitter la routine pour emprun-

ter des voies nettement moins ritualisées. « Si les grèves ne devaient plus être autorisées ou devaient buter sur des obstacles croissants pour être finalement vouées à l'échec, on pourrait déboucher sur d'autres formes de conflictualité. » Plus individuelles, plus sauvages. Plus violentes. Vague d'absentéisme pour cause de burnout, sabotages de l'appareil de production, grèves perlées, séquestrations de patrons. Fini de « prendre en otage » le client ou l'usager : au tour du responsable direct de la colère sociale d'expérimenter cette sensation peu agréable. ● P. Hx